

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 11 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METEX NOOVISTA**

plate-forme de Carling/Saint-Avold  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_METEX\_2024-01-11\_RAPVI\_echeances-Air\_MeD\_NDSK\_25756.odt  
Code AIOT : 0003013146

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 16 novembre 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action "suivi des échéances". Elle vise à contrôler les mesures prises en matière de rejets atmosphériques suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2023-125 du 2 juin 2023 et à la lettre préfectorale du 31 mai 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets atmosphériques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Spéciation et quantification des COV présents	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.1. (partiel)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Mesures comparatives des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.2.3 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.3.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques (hors chaudière)	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.1. (partiel), 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Surveillance des rejets atmosphériques de la chaudière	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.2.1, 10.3.2.2., 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse des risques d'émissions diffuses actualisée	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.5.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.4.2.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Caractérisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.7.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 16 novembre 2023 ont mis en évidence :

- l'absence d'actualisation de l'évaluation des risques sanitaires suite à la spéciation et la quantification des COV présents dans les rejets du scrubber général et dans les rejets de la cheminée de la chaudière réalisées en avril 2023 (cf. point de contrôle 2) ;
- l'absence de mesures comparatives des rejets atmosphériques pour l'ensemble des points de rejets depuis la mise en service du site au printemps 2021 (cf. point de contrôle 6).

Sur ces deux points, un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au rapport.

D'autres anomalies ont été relevées. Cependant, au vu des actions déjà engagées par l'exploitant, il est proposé de ne pas donner de suites à ce stade. Sur ces points, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, les actions mises en place pour réduire la consommation de solvant (cf. constat 3) et les résultats de la nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques sur les points de rejet où une non-conformité sur la vitesse minimale d'éjection, la température minimale et/ou le débit maximal a été relevée et de mettre en place des actions correctives en cas de nouvelles anomalies constatées (cf. constats 4 et 5).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des risques d'émissions diffuses actualisée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/08/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>"Dans un délai de 12 mois après le démarrage et la mise en service initiale des installations, l'exploitant réalise et transmet à l'Inspection des Installations Classées l'actualisation de son analyse des risques d'émissions diffuses.</p> <p>Si cette analyse met en évidence des sections susceptibles de générer des émissions gazeuses polluantes, toxiques et/ou odorantes, l'exploitant propose des mesures pour identifier d'éventuelles fuites et le cas échéant pour les supprimer ou a minima les réduire."</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la visite du 28 mars 2023, le préfet a mis en demeure l'exploitant, par l'arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-125 du 2 juin 2023, de respecter dans un délai de 2 mois les dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 19 juin 2023, le rapport de la "campagne de mesure et de réduction des émissions fugitives de COV" réalisée le 5 avril 2023 par l'organisme Bureau Veritas. Lors de cette campagne, 6 points d'émissions fuyards (&gt;550 ppmv de COV) ont été détectés. Deux fuites ont pu être réparées le jour même.</p> <p>Sur la base de la norme EN 15446, le bureau d'études a estimé les émissions diffuses (fugitifs et non fugitifs) de COV sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 à 279 kg/an.</p> <p>Pour l'ensemble des installations du site, le bureau d'études a effectué une quantification des émissions diffuses de COV, avant et après maintenance. Le flux total d'émissions diffuses de COV émis en 2023 est estimé à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 302 kg/an avant maintenance</li><li>- 257 kg/an après maintenance.</li></ul> <p>Les COV les plus émis sont le méthylisobutylcétone et le méthane.</p> <p>En complément du rapport transmis, aucune mesure n'a été proposée par l'exploitant pour supprimer ou a minima réduire les 4 fuites restantes identifiées lors de la campagne du 5 avril 2023.</p>

<p>Par courriel du 20 novembre 2023 suite à la visite, l'exploitant a transmis le listing détaillé des fuites identifiées lors de la campagne du 5 avril 2023 et a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le point PSV85002 (TK 850 vers TK 851), correspondant à une soupape, sera traité à l'arrêt de fin d'année 2023 ;</li> <li>- le point top R 1042, correspondant à un événement de sécurité, est non "bouchonnable" (clapet lesté) pour des raisons de sécurité ;</li> <li>- les autres points ont été traités et soldés courant juin 2023.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Spéciation et quantification des COV présents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.1. (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> "(...) Une spéciation et une quantification des COV présents d'une part dans les rejets du scrubber général et d'autre part dans les rejets de la cheminée de la chaudière, dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, sont réalisées et transmises à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 12 mois après la mise en service initiale des installations. Au regard des résultats, l'évaluation des risques sanitaires est actualisée et transmise en même temps que les résultats commentés."</p>
<p><b>Constats :</b> La spécification et la quantification des COV présents dans les rejets du scrubber (point n°1) et de la cheminée de la chaudière (point n°4) ont été réalisées lors du contrôle des rejets atmosphériques du 17 au 19 avril 2023 par l'organisme agréé Bureau Veritas et transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 9 juin 2023. Les substances telles que les acétaldéhydes, le chloroforme, le plomb, le dichlorométhane, les formaldéhydes... ont été quantifiées en sortie du scrubber. Les COV de la cheminée de la chaudière mesurés, ne dépassent pas la limite de quantification instrumentale des appareils de mesure. L'exploitant n'a pas actualisé l'évaluation des risques sanitaires.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 3 mois, certaines dispositions de l'article 3.2.6.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-265 du 10 décembre 2018 modifié en ce qui concerne l'actualisation de l'évaluation des risques sanitaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 3 : Plan de gestion des solvants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b>          "L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.          Avant le 31 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation."</p>
<p><b>Constats :</b>          Suite à la visite du 28 mars 2023, le préfet a mis en demeure l'exploitant, par l'arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-125 du 2 juin 2023, de réaliser un plan de gestion des solvants.          Le plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2022 a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17 août 2023.</p> <p>Le plan de gestion des solvants 2022 a été établi de manière globale pour l'ensemble des activités du site. Le seul solvant répondant à la définition du guide de l'INERIS pris en compte est le méthylisobutylcétone utilisé pour la purification de l'acide butyrique (2,6 tonnes).          La part des émissions diffuses en 2022 est estimée à 10% d'après les hypothèses retenues pour la réalisation de cette étude.</p> <p>Le plan de gestion indique que des actions sont à mettre en place pour caractériser précisément, la part de méthylisobutylcétone dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rejets atmosphériques en sortie de scrubber et de chaudière ainsi que dans le biogaz en entrée de chaudière</li> <li>- les déchets de boues</li> <li>- les eaux en entrée de station, avant le traitement aérobie et en sortie de station.</li> </ul> <p>Mais l'exploitant ne propose aucune action visant à réduire la consommation de solvant dans sa transmission.</p>
<p><b>Observations :</b>          L'inspection des installations classées propose au préfet de maintenir la mise en demeure sur ce point. L'exploitant doit compléter la transmission du plan de gestion d'une part, en indiquant les actions à engager pour caractériser précisément la part de méthylisobutylcétone dans les différentes sources potentielles d'émission, et d'autre part les actions visant à réduire la consommation de ce solvant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

#### N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques (hors chaudière)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.1. (partiel), 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)</p>					
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>					
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023</li> </ul>					
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 10.3.1 (partiel) :</u>          « L'autosurveillance (...) des émissions atmosphériques (...) est effectuée conformément au programme d'autosurveillance établi par l'exploitant en application de l'Article 10.2.1. du présent arrêté.          L'exploitant décrit et justifie, dans le cadre de son Système de Management de l'Environnement, la méthodologie retenue pour déterminer les flux annuels de polluants émis.          (...) »</p> <p><u>Article 3.2.3 (partiel) :</u>          « Les rejets respectent les conditions suivantes :</p>					
N° du point de rejet (cf. art. 3.2.2)	Hauteur min. du rejet (m)	Diamètre nominal (mm)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Débit* max. (Nm³/h)	Température minimale de rejet (°C)**

1	15	200	10	2400	-20
2	4	40	5	30	-20
3	16	200	10	2500	0
[...]					
5	8	1000	/	283	600
6	5	300	10	5 000	-20

\* Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

\*\* Température en dehors des périodes transitoires d'arrêt et de démarrage.

(...) »

#### Article 3.2.4 (partiel) :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

(...)

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les rejets dans l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- EN SORTIE DU SCRUBBER GÉNÉRAL (POINT DE REJET N°1)

#### TITRE 3

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
COV totaux non méthaniques (COVNM)	617	1,4	
NH <sub>3</sub>	37	0,085	

- EN SORTIE DU LAVEUR NH<sub>3</sub> (POINT DE REJET N°2) :

#### TITRE 4

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
NH <sub>3</sub>	333	0,01	

- EN SORTIE DU FILTRE À POUSSIÈRES (POINT DE REJET N°3) :

#### TITRE 5

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
Poussières, y compris particules fines	100	0,3	

#### TITRE 6

- EN SORTIE DE LA TORCHE DU MÉTHANISEUR (POINT DE REJET N°5) :

#### TITRE 7

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	5800	1,66	

- EN SORTIE DE L'ÉVENT DU MÉTHANISEUR (POINT DE REJET N°6) :

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
-----------	--	-----------------------------	-------

H <sub>2</sub> S	10	0,050	
(...) »			
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose de 5 points de rejets à l'atmosphère (hors chaudière) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point n°1 : cheminée du Scrubber général ;</li> <li>- point n°2 : laveur NH<sub>3</sub></li> <li>- point n°3 : sortie filtre à poussière</li> <li>- point n°5 : torche méthaniseur</li> <li>- point n°6 : sortie filtre à charbon STEP</li> </ul> <p>La visite d'inspection du 28 mars 2023 a relevé que l'exploitant n'avait pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• formaliser le programme de surveillance et la méthodologie de calcul des flux annuels des points de rejet</li> <li>• réaliser d'autosurveillance annuelle par un organisme agréé des rejets atmosphériques pour l'ensemble des points de rejet en 2022.</li> </ul> <p>Le programme d'autosurveillance et la méthodologie de calcul des flux annuels pour l'ensemble des 5 points de rejet a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 20 novembre 2023.</p> <p>L'autosurveillance annuelle des rejets atmosphériques pour l'ensemble des 5 points de rejet hors chaudière a été réalisé du 17 au 19 avril 2023, par Bureau Veritas.</p> <p>L'ensemble des paramètres réglementés mesurés respecte les valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux horaire.</p> <p>Cependant des non-conformités ont été relevées sur les conditions de rejet :</p> <p>Les vitesses d'éjection mesurées ne sont pas conformes à la prescription au :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point n°3 : sortie filtre à poussière (2.99 m/s pour une vitesse minimale d'éjection fixée à 10 m/s) ;</li> <li>- point n°6 : sortie filtre à charbon STEP (2.98 m/s pour une vitesse minimale d'éjection fixée à 10 m/s).</li> </ul> <p>Les débits max mesurés ne sont pas conformes à la prescription au :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point n°2 : laveur NH<sub>3</sub> (81 Nm<sup>3</sup>/h pour un débit maximal fixé à 30 Nm<sup>3</sup>/h) ;</li> <li>- point n°5 : torche méthaniseur (8540 Nm<sup>3</sup>/h pour un débit maximal fixé à 283 Nm<sup>3</sup>/h).</li> </ul> <p>La température minimale de rejet n'est pas conforme au point n°5 : torche méthaniseur (227°C pour une température minimale fixée à 600°C).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures des rejets atmosphérique était planifiée du 5 au 7 février 2024, le laboratoire de contrôle ne pouvant intervenir plus tôt.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les résultats des nouvelles mesures sur les points de rejet où une non-conformité sur la température minimale, le débit maximal et/ou la vitesse minimale d'éjection a été relevée et de transmettre les actions correctives mises en place en cas de constat de nouvelles mesures non-conformes.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>			

#### N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques de la chaudière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.2.1, 10.3.2.2.(partiel), 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>



**Article 10.3.2.1.:**

"L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de la chaudière. Les mesures sont réalisées sous sa responsabilité et à ses frais.

L'exploitant décrit et justifie, dans le cadre de son Système de Management de l'Environnement, la méthodologie retenue pour déterminer les flux annuels de polluants émis."

**Article 10.3.2.2.(partiel) :**

"(...).

La surveillance périodique des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

Les mesures périodiques des émissions des polluants atmosphériques sont effectuées au moins une fois par an par un organisme agréé selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 susvisé.

Dans le cadre des contrôles périodiques, les valeurs limites d'émissions sont considérées comme respectées si les résultats de ces contrôles ne les dépassent pas."

**Article 3.2.3 (partiel) :**

"Les rejets respectent les conditions suivantes :

N° du point de rejet (cf. art. 3.2.2)	Hauteur min. du rejet (m)	Diamètre nominal (mm)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Débit* max. (Nm³/h)	Température minimale de rejet (°C)**
[...]					
4	8	650	8	10 170	100
[...]					

\* Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

\*\* Température en dehors des périodes transitoires d'arrêt et de démarrage.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment la durée d'émission à l'atmosphère pour chacun des points de rejets canalisés identifiés ci-dessus."

**Article 3.2.4 (partiel) :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

En outre, pour les rejets de la cheminée de chaudière (conduit n°4), le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de 3%.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les rejets dans l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

"(...)

- EN SORTIE DE LA CHEMINÉE DE LA CHAUDIÈRE (POINT DE REJET N°4) :

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm³)	Flux horaire maximal (kg/h)	(...)
Poussières, y compris particules fines	5	0,03	
CO	100	0,68	
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	35	0,24	
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	100	0,68	

HAP	0,1	0,0007	
Cadmium, mercure, thallium et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,0007	
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (As+Se+Te)	0,007	
Plomb et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb	0,007	
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés	20 mg/Nm <sup>3</sup>	0,14	

(...)"

#### Constats :

Le site dispose d'un point de rejet n°4 correspondant à la cheminée de la chaudière.

La visite d'inspection du 28 mars 2023 a relevé que l'exploitant n'avait pas :

- formaliser le programme de surveillance et la méthodologie de calcul des flux annuels des points de rejet
- réaliser d'autosurveillance annuelle par un organisme agréé des rejets atmosphériques pour le point de rejet n°4 en 2022.

L'exploitant a présenté le programme d'autosurveillance établi ainsi que la méthodologie de calcul des flux annuels pour le point de rejet n°4 "sortie de la cheminée de la chaudière" lors de la visite d'inspection du 28 mars 2023.

Le contrôle des émissions atmosphériques de la chaudière a été réalisé du 17 au 19 avril 2023. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques issus de la chaudière réalisé par l'organisme agréé Bureau Veritas par courriel du 9 juin 2023. L'ensemble des paramètres réglementés mesurés respecte les valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux horaire.

Seule la vitesse d'éjection mesurée n'est pas conforme à la prescription (4.92 m/s pour une vitesse minimale d'éjection fixée à 8 m/s). L'exploitant n'a pas apporté d'éléments sur cette non-conformité.

L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures des rejets atmosphériques était planifiée du 5 au 7 février 2024, le laboratoire de contrôle ne pouvant intervenir plus tôt.

#### Observations :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les résultats de la nouvelle mesure de vitesse et de transmettre les actions correctives visant à se remettre en conformité si une mesure non-conforme est de nouveau relevée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N°6 : Mesures comparatives des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.2.3 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

"Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto

surveillance. Les analyses sont alors effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). (...) "
<b>Constats :</b> Depuis la mise en service du site au printemps 2021, l'exploitant n'a pas réalisé de mesures comparatives devant être effectuées 1 fois par an par un laboratoire agréé différent de celui qui réalise l'autosurveillance, de l'ensemble des paramètres surveillés à chaque point de rejets.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 6 mois, certaines dispositions de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Rapport annuel d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> "Une fois par an, l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée."
<b>Constats :</b> Suite à la visite du 28 mars 2023, le préfet a mis en demeure l'exploitant, par l'arrêté préfectoral n°2023-DCAT-BEPE-125 du 2 juin 2023, de respecter dans un délai de 1 mois de respecter les dispositions de l'article 10.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié. Les rapports annuels d'activité de 2021 et 2022 ont été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 27 juin 2023.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Caractérisation du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.71. (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> "La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée, après épuration, au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement (...). Les résultats des mesures et des contrôles

effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des Installations Classées pendant une durée d'au moins trois ans.  
La teneur en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est, après traitement, inférieure à 350 ppm."

**Constats :**

L'installation dispose d'un analyseur en continu du biogaz en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S.

La visite d'inspection du 28 mars 2023 a relevé que l'exploitant n'avait pas réalisé le contrôle annuel de l'appareil.

L'exploitant a transmis par courriel du 6 septembre 2023 à l'inspection des installations classées, les constats de vérification réalisés par SPIE le 30 août 2023 sur l'analyseur en continu du biogaz. La vérification est conforme.

L'exploitant a présenté les résultats de suivi des mesures de l'analyseur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 jusqu'au 15 novembre 2023. L'inspection a constaté un seul dépassement de la limite en H<sub>2</sub>S de 350 ppm, sur la journée du 2 octobre 2023 à 360 ppm. L'exploitant a indiqué que ce dépassement était lié à un sous-dosage en soude sur l'unité de laveur de biogaz et avoir mis en œuvre les actions correctives le jour même.

**Type de suites proposées :** Sans suite